

## DEUXIÈME JOUR

C'est au cours d'une promenade au mois de juillet 2000, en Syrie, que j'ai senti sur ma peau le souffle des revendications du monde musulman. Les espoirs déçus, les sentiments de trahison et d'abandon des jeunes générations issues des classes moyennes du monde arabe prenaient corps, s'incarnaient, au bord d'un précipice, là, à soixante mètres au-dessus du vide, sur les remparts de la majestueuse citadelle de Saône – comme la nomment les historiens, enfin les Européens. Nous étions arrivés par un bus attrapé une trentaine de kilomètres plus à l'ouest, à Latakieh, au bord de la Méditerranée. Nous avons gravi à pied cette montagne qui surplombe les routes d'Alep et de Damas, jadis un croisement stratégique justifiant les efforts des Phéniciens puis des troupes d'Alexandre et plus tard des croisés pour disposer de cette place forte constituée en son sommet. L'étroit et profond défilé, en contrebas des tours, rend l'entreprise *a priori* impossible. Les croisés emmenés par le chevalier Robert de Saône s'y établirent en 1119 pour

quelques années. Le grand Saladin les délogea en 1188 pour y installer un pouvoir musulman. Puis, avec le développement de nouvelles voies routières, le château cessa d'intéresser les militaires. Sous mandat français durant la première moitié du XX<sup>e</sup> siècle, on s'habitua dans la région à le nommer à nouveau « citadelle de Saône » et à y voir passer des officiers de Saint-Cyr stationnant alentour et en mal de visites touristiques qui leur rappelleraient le pays. C'est en 1957, dans une période marquée par la création de plusieurs États arabes issus de la décolonisation, que les autorités administratives locales lui découvrirent une nouvelle utilité, très politique celle-là. Elles estimèrent approprié de rebaptiser l'endroit *Qala'at Salah al-Din*, la forteresse de Saladin, comme pour léguer une histoire qui insisterait désormais sur les victoires musulmanes contre les troupes occidentales.

C'est cet héritage-là que venait recevoir un groupe de lycéens avec qui nous bavardions sur les remparts. Ils étaient quinze environ, des garçons seulement, peut-être âgés de seize à dix-sept ans, accompagnés d'un jeune professeur plutôt avenant. Nous étions les seuls Européens, vite repérés. À l'intérieur des remparts qui nous rapprochaient sur cet étroit piton rocheux, deux ou trois d'entre eux nous ont apostrophés, chaleureusement. Notre présence les intriguait. Eux étaient venus là comme en pèlerinage, pour se gorger d'une fierté perdue, se convaincre que les

Arabes n'étaient pas destinés à être dominés par les Occidentaux, rendre grâce à Saladin. Ils voulaient connaître, évaluer notre intérêt pour le héros des chefs de guerre arabes. Puis la discussion s'emballa. Ils nous demandèrent comment en France on parlait des Arabes, si c'était vrai que chez nous on détestait plus particulièrement les Algériens – ils l'avaient entendu à la radio. Ils nous promirent qu'un jour ils sauraient bâtir des autoroutes aussi belles que les nôtres et nous assurèrent que leurs hôpitaux fonctionnaient très bien, là encore aussi bien que les nôtres ; une bravade pleine de pudeur pour nous faire oublier les déplacements de leurs dirigeants politiques qui partent soigner le moindre ulcère à Paris ou à Genève par méfiance à l'égard du système de santé que leurs régimes délétères sont chargés de gérer. Le sujet n'avait rien de neuf : ces questions sensibles se rapportant toutes à la fierté arabe animent de multiples discussions sitôt qu'un étranger s'arrête au Moyen-Orient. Mais cette fois-ci, la fraîcheur et la spontanéité qui les portaient m'ont convaincu de leur considérable portée, de la nécessité de dissiper de toute urgence les doutes qui les entouraient. Ce sentiment d'être aujourd'hui comme hier asservis par des ex-colonisateurs qui cautionnent les régimes qui les oppressent – parce que ce serait leur destinée et, qu'ils seraient incapables de se choisir un autre avenir. Avant de quitter cette place forte, l'un d'eux, qui auparavant était resté en retrait, me glissa, jovial, dans

un parfait français : « Du haut de ces remparts, neuf siècles de fierté arabe te contempnent, tu sais. » Ensuite nous nous sourîmes. Depuis, je me suis mis à l'arabe, péniblement. Un jour, je voudrais lui rendre la pareille. En riant plus fort que lui, je gueulerais du haut d'un trottoir du boulevard Barbès : « Du haut de cette muraille, trente ans de BTP français te contempnent. » Ce sera un vendredi soir, ensuite nous nous paierons une virée de tous les diables.

C'est drôle Sieglinde, les visages de ces lycéens resurgissent dans mon esprit alors que j'achève de relire le *Manuel d'entraînement au jihad*. C'est un document de cent soixante-dix-huit pages<sup>1</sup>, trouvé en mai 2000 à Manchester par une équipe des services de sécurité britanniques du MI5, lors d'une perquisition dans un appartement momentanément occupé par l'un des principaux adjoints d'Oussama bin Laden<sup>2</sup>. De nombreux auteurs en font grand cas

1. Archives de l'auteur. La version dont il est question ici correspond à la traduction de la pièce originale imprimée en novembre 2001 par le département de la sécurité nationale du FBI, et destinée à être diffusée auprès des services de renseignements américains.

2. L'appartement avait servi de cache à Anas al-Libye, l'un des terroristes les plus recherchés, recruté pour ses compétences militaires mais aussi pour son statut de chef charismatique des réseaux islamistes libyens. Ces derniers furent très sollicités en 1998, alors que le courant salafiste cherchait à déstabiliser le pouvoir de Mouammar Kadhafi, avec le soutien de plusieurs pays du Golfe (cf. *Ben Laden, la vérité interdite*, Denoël, 2001).

dans leurs ouvrages aux inflexions policières<sup>1</sup>, au motif qu'il contiendrait le plus terrifiant des modes d'emploi pour tous les candidats à la guerre sainte en mal de formation pratique. On y décrit la marche à suivre pour élaborer des explosifs artisanaux, pour commettre des assassinats au poison ou à l'arme blanche, pour fabriquer de l'encre sympathique et pour générer des codes cryptant des messages manuscrits.

C'est vrai ; on peut le compulsurer à la manière d'un policier dressant l'inventaire des intentions belliqueuses d'un tueur en série vaguement hystérique, la matière s'y prête. Dans ce journal que je vous destine, Sieglinde, il servirait assez bien à rédiger une trentaine de pages alarmistes sur l'air de « les islamistes sont déjà là et, tremblez vous autres, ils préparent tous des bombes dans nos caves » je pourrais même ajouter « parce qu'ils jaloussent notre bonheur de courir tous les samedis chez Leclerc ». Ça aurait du chien. Pourtant, entre les lignes de cette leçon de terrorisme, personnellement, je vois aussi mes lycéens de la *citadelle de Saladin*.

1. En particulier Rohan Gunaratna, dans *Al-Qa'ida, au cœur du premier réseau terroriste mondial*, Autrement, 2002, un ouvrage rédigé depuis l'université de Saint Andrews, en Écosse, celle-ci abritant un important centre de recherche sur le terrorisme, devenu le lieu d'expression de la pensée dominante des services de renseignements occidentaux en matière de terrorisme. Le livre est intéressant à ce titre-là.

*Page de garde du « Manuel d'entraînement au jihad », tel qu'il se présente dans sa version à usage interne à la communauté du Renseignement américain. Traduction de l'original réalisée par le FBI en novembre 2001. Pour que les lecteurs ne se trompent pas sur ce qui doit être retenu, le titre original a été traduit par « Manuel d'entraînement terroriste ».*

4255

## TERRORIST TRAINING MANUAL

(Found in the apartment of a suspected al Qaeda member in Manchester, England, May 2000)

Car la relecture de ce manuel achève de me persuader qu'Al-Qa'ida défend avant tout une conquête politique. Et aujourd'hui je comprends pourquoi un tel texte éminemment militant séduit tant de jeunes au Moyen-Orient. Au-delà des recettes pour élaborer ses poisons à la maison, c'est un livre de doctrine pensé pour répondre aux ressentiments de ces garçons. Le discours s'y révèle argumenté et accompagné de références à des personnalités politiques et religieuses. Surtout, il contient de nombreux passages empruntés aux épisodes de la décolonisation.

La force d'Al-Qa'ida est ici emmagasinée. Oussama bin Laden a ravivé les formidables espoirs apparus lors de la décolonisation, lorsque, pour un bref moment, les populations musulmanes parurent sur le point de s'affranchir de toute tutelle autoritaire. Son objet ne consiste pas à répandre la terreur par simple hostilité aux modes de vie occidentaux ; il vise plutôt à conquérir le pouvoir politique en s'imposant comme le bras armé salutaire d'une idéologie nourrie, dense et aspirant à libérer les populations musulmanes à l'intérieur d'un califat restauré.

Le deuxième paragraphe de l'introduction l'érige en référence fondatrice : « Après la chute de notre califat orthodoxe, le 3 mars 1924, et après le départ des colonisateurs, nos nations islamiques ont souffert de passer aux mains de dirigeants apostats. Ceux-ci se sont révélés plus infidèles et criminels que les colonisateurs eux-mêmes. » Puis l'auteur explique que les colonisateurs d'hier devinrent ensuite les plus fervents

soutiens de ces régimes autoritaires et corrompus qui succédèrent au califat<sup>1</sup>. Et ensuite seulement viennent les leçons de guerre. Quelle différence avec des fascicules de guérilleros vietnamiens ou nicaraguayens, qui mélangent une doctrine pour la défense du peuple opprimé à un *vade-mecum* de l'action militaire subversive<sup>2</sup>? Au fil des paragraphes de ce manuel, j'ai le sentiment – désagréable – de consulter un texte soutenant une lutte de libération. Heureusement qu'on y lit aussi ces références à une pratique de l'islam obscurantiste et archaïque pour trouver de bonnes raisons de le rejeter en bloc – enfin, quand on le parcourt depuis nos villes situées de l'autre côté de la Méditerranée, où l'on pense et où l'on dirige sa vie à sa guise. Là-bas, que ces mots fassent mouche auprès d'une minorité des jeunes populations urbaines ne me surprend plus : ils ont vingt ans et ils s'exaltent à l'idée de bouleverser leur présent, pour l'heure placé sous le joug de régimes abjects et autoritaires, eux-mêmes soutenus par nos nations déve-

1. Son abolition par le régime turc, laïc de Mustapha Atatürk a bouleversé l'ensemble du monde musulman. Hassan el-Banna (1904-1949) a aussi motivé la création de son organisation des Frères Musulmans par la nécessité de proposer un substitut à l'ex-califat.

2. Plusieurs chercheurs évoquent ce parallèle ; comme Olivier Roy, directeur de recherche au CNRS et spécialiste de l'islam politique : « Curieusement, leurs cibles sont les mêmes que celles de l'extrême gauche anticapitaliste et tiers-mondiste. On attaque Wall Street et non pas Saint-Pierre de Rome », in *Généalogie de l'islamisme*, Hachette Littératures, 1995.

loppées prétendant œuvrer partout pour la démocratie et les droits de l'homme. Je m'étonne même parfois qu'Al-Qa'ida ne recrute pas davantage, que des réticences aussi nombreuses – tellement réconfortantes – subsistent. J'apporterai une prochaine fois chez Guilène ce programme d'éducation des terroristes. Pour mesurer plus globalement dans quelle mesure il s'insère dans les axes politiques choisis par la Ligue du monde musulman à partir de 1962. Pour comprendre qu'Al-Qa'ida défend avant tout une idéologie.

Je rouvre pour vous Sieglinde ce *Manuel d'entraînement au jihad* ; pour partager. Première impression donc : celle de découvrir un ouvrage aux allures d'essai politique. L'engagement intellectuel précède bien l'engagement du guerrier. Là, passé l'introduction, sur la première page de texte, on glorifie d'abord l'auteur de référence des salafistes, l'idéologue dont les théories sous-tendent tout le développement d'Al-Qa'ida : le cheikh bin Taïmîya<sup>1</sup>, dont Oussama bin Laden (qui le cite régulièrement dans ses interventions) ainsi que des centaines de dignitaires religieux

1. Et c'est bien le problème pour la famille royale saoudienne : Taqi Al-Dîn bin Taïmîya (1263-1328) est le professeur de droit islamique qui le premier conceptualisa le principe de soumission totale du politique à l'orthodoxie islamiste, diffusé dans son livre *Politique inspirée de la charia*, à la base de la pensée salafiste, après avoir directement inspiré le wahhabisme. L'ouvrage de bin Taïmîya fut traduit en français en 1939 dans un recueil d'Henri Laoust ; réédité voici quelques années par l'Association France Arabie Saoudite. Taïmîya laisse dans l'histoire arabe le portrait

du Golfe se présentent comme les lointains héritiers<sup>1</sup>. Ce juriste spécialisé dans l'étude de la *charia* formalisa au XIV<sup>e</sup> siècle les règles de subordination au Coran de toutes les activités publiques telles qu'elles auraient été observées, selon la mystique, lors des trois premiers califats ; c'est-à-dire pendant les règnes de trois héritiers qui se succédèrent à la tête de l'empire islamique après la mort du prophète Mahomet et jusqu'en 661<sup>2</sup>.

Voici exactement ce que recherchent « officiellement » les dirigeants d'Al-Qa'ida : les clefs du pouvoir au nom d'un islam fantasmatique et ancestral. Une critique politique peu innovante. Comme eux

d'une personnalité controversée mais très populaire (incarcéré en Égypte de 1306 à 1307 à la demande du sultan du Caire), formé à Damas à l'université Bayt al-Hikma' : elle-même créée au IX<sup>e</sup> siècle par Ahmad bin Hanbal, qui donna son nom au *hanbalisme*, première doctrine invitant à une stricte application du Coran dans l'ensemble de la vie publique). Mohammed bin Abd al-Wahhab, né en 1703 et père du wahhabisme saoudien, s'autoproclama fervent disciple de Taïmîya, notamment dans son ouvrage de référence *L'Unité de Dieu* (traduction disponible chez al-Qalam).

1. Tel par exemple Abdel Aziz bin Baz, l'ex-grand mufti d'Arabie Saoudite, dont les dernières *fatwas* guerrières autorisèrent les jeunes Saoudiens à rejoindre les moudjahidin engagés en Bosnie. Ou encore les imams les plus proches d'Oussama bin Laden.

2. Les califes Abou Bakr, Omar et Ali, qui successivement assurèrent l'héritage politique du prophète Mahomet, jusqu'en 661. Cette année-là, à Damas, le préfet de la ville, Mo'awya, contesta le pouvoir d'Ali (sur fond de discordes quant aux règles de succession devant s'appliquer à la descendance du Prophète) et fonda la dynastie des Omeyyades (du nom de son grand-père). Ali donna, lui, naissance au chiisme.

auparavant, de nombreux prétendants au trône en concurrence avec un sultan ou un prince lui reprochèrent de ne pas strictement respecter le Coran dans son exercice du pouvoir comme les pieux ancêtres l'auraient fait jusqu'en 661. Exactement comme le fit la future famille royale saoudienne au début du XX<sup>e</sup> siècle, alors recueillie au Koweït, contre le pouvoir ottoman. Un peu comme si, en terre islamique, depuis trop longtemps, l'une des principales voies d'opposition politique des roturiers et des prétendants au trône consistait à reprocher au sultan en place de ne pas se comporter comme les trois premiers califes. De nos jours, cette idéologie de bin Taïmîya, en dépit de son simplisme et de son anachronisme, sert magistralement le marketing politique d'Al-Qa'ida, comme autrefois celui des al-Saoud avant qu'ils ne soient confrontés à l'exercice du pouvoir<sup>1</sup>.

J'y vois deux raisons : la première tient dans la défense d'un modèle économique proche du socialisme ; les principes de bin Taïmîya se confondent aisément avec les discours anticapitalistes, une qualité

1. Sur ce passionnant parallèle historique, je puise mes sources dans les travaux de Guido Steinberg, historien allemand et conseiller auprès du service d'information du chancelier allemand pour les questions relatives au Moyen-Orient. Steinberg passe, à juste titre je crois, pour le meilleur spécialiste mondial de l'histoire de l'Arabie Saoudite (dernier ouvrage paru : *Saudi-Arabien, Politik Geschichte Religion*, Beck, octobre 2004).

indispensable pour renverser les potentats à l'œuvre au Moyen-Orient, et donc pour refouler les Occidentaux qui les soutiennent par l'entremise de leurs multinationales (la critique anticapitaliste des mouvements islamistes est l'œuvre d'un travail d'interprétation en particulier depuis les textes de Sayyed Qotb, chef de file de l'aile dure des Frères Musulmans, dont l'influence fut immense dans le développement de l'islamisme – voir notamment son ouvrage-phare *Justice sociale et Islam*, paru pour la première fois au Caire en 1949, et qui représente de nos jours encore l'examen le plus abouti du système capitaliste aux yeux des dirigeants islamistes)<sup>1</sup>. La seconde raison résulte du succès considérable de bin Taïmîya, près de cinq siècles après sa mort, lors des velléités d'indépendance des régions arabes colonisées par les Britanniques ou les Français.

À cause de lui, islamisme et anticolonialisme baissent ensemble. Jadis, les personnalités religieuses opposées à la spoliation des ressources locales par les puissances européennes en appelèrent à bâtir de nouvelles sociétés en suivant les modèles islamistes de bin Taïmîya ; en particulier Djamel al-Din al-Afghâni<sup>2</sup>,

1. Après les purges décrétées en Égypte par Nasser, cette aile dure fut accueillie en Arabie Saoudite (Mohammed Qotb, héritier spirituel de son frère, a enseigné à l'université Um el-Cura de La Mecque à partir de 1972).

2. De son véritable nom Djamâl al-Din Asadâbâdi, surnommé

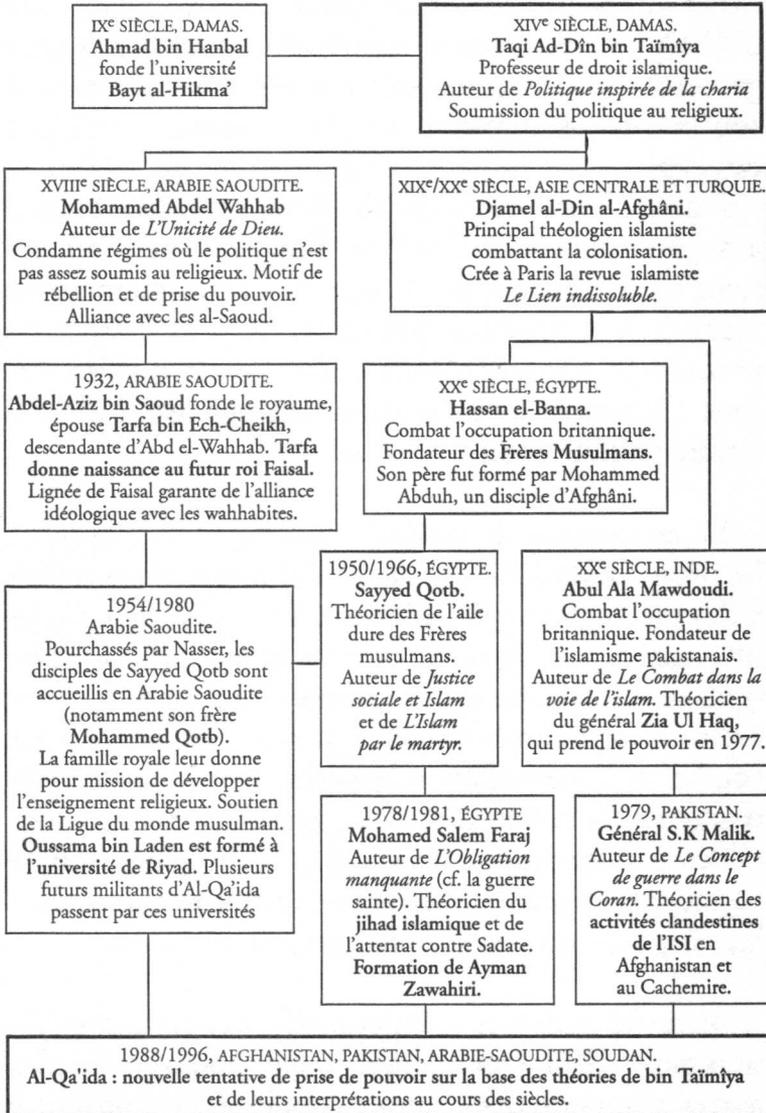
qui devint, dès le début du XX<sup>e</sup> siècle l'une des icônes des mouvements indépendantistes arabes.

Ces grandes lignes idéologiques, Sieglinde, sont tellement importantes pour qui veut réellement neutraliser cette violente politique. Un peu plus loin, j'ai tenté de résumer dans un schéma les origines de cette « pensée d'Al-Qa'ida ». Trop souvent, nous associons les trajectoires des terroristes à celles de criminels écervelés. Percevoir tout mouvement sanguinaire comme une assemblée de crétins munis d'explosifs nous rassure tellement ! Pourtant, pour décourager les bras tentés de s'emparer d'un détonateur, il faut bien tôt ou tard organiser des débats, produire des réformes politiques, afin d'ôter toute raison d'être aux processus de recrutement de ces organisations violentes. Le préalable à de telles initiatives, c'est bien de connaître l'idéologie que ces organisations défendent

« L'Afghan », il s'impose dès 1882 comme le premier théologien penseur d'un panislamisme militant par opposition à la colonisation du Moyen-Orient. Son appel à la guerre sainte contre l'Occident est présenté comme l'alternative à la confiscation des terres par les puissances coloniales. Il puise ses références dans les textes de bin Taïmîya et trace le premier trait d'union entre les revendications sociales des masses arabes du XIX<sup>e</sup> siècle et les règles de soumission du politique à la *charia* de Taïmîya. Ce lien idéologique est de nos jours entretenu par les dirigeants d'Al-Qa'ida, mais aussi par d'autres personnalités islamistes, autoproclamées pacifistes, tel Tariq Ramadan, en particulier dans son ouvrage *Aux sources du renouveau musulman. De Afghâni à Hassan al-Banna*, éditions Tawhid, Lyon, 2002.

et de comprendre les ressorts de leurs succès auprès de leur clientèle politique. Inévitablement. Pour leur contester, sur le terrain, l'engouement que celle-ci suscite chez des jeunes, pour mieux tendre la main à nos lycéens de la citadelle de Saladin.

En poursuivant la lecture de ce *Manuel d'entraînement au jihad*, et donc en parcourant les parties plus techniques réservées aux questions pratiques, les références à des incidents violents intervenus entre 1920 et 1960 frappent par leur importance. Bien souvent, les explications consacrées à des méthodes d'assassinat ou de mise à feu d'explosifs citent des exemples renvoyant systématiquement à des mouvements de lutte en faveur de la décolonisation... Ainsi, pour dresser l'inventaire des précautions à prendre avant d'exécuter froidement un individu dans la rue, le *Manuel* tire les enseignements d'une tentative d'assassinat perpétrée le 22 mars 1948, au Caire, contre un magistrat égyptien suspecté d'accointances avec l'administration britannique.

*Schéma simplifié des origines idéologiques d'Al-Qa'ida*

Ces références appuyées à des coups de force d'individus jadis aux prises avec des autorités coloniales interviennent comme pour réécrire une histoire d'Al-Qa'ida forcément valorisante pour les jeunes garçons des classes moyennes nés dans les années soixante et soixante-dix, et dont l'enfance s'imprégna des exploits de ces hommes qui osèrent défier l'autorité de la puissance coloniale. Leur évocation revient ainsi à s'approprier l'essence d'un combat passé, au nom duquel autrefois on approuva unanimement de recourir à la violence politique, avec le dessein de prendre le pouvoir. Voilà aussi « pour quelles raisons » le succès de ce mouvement dépasse le simple attrait pour l'action terroriste.

Et sa stratégie de conquête politique est payante : les promoteurs d'Al-Qa'ida, en s'efforçant de se référer à des théologiens qui définirent il y a plusieurs siècles une société mythique vivant sous le règne de la *charia* – où le capitalisme et ses sources d'inégalités seraient exclus – et à des militants qui ont plus récemment combattu la colonisation, proposent ainsi un corpus d'arguments révolutionnaires, immédiatement adoptables par les jeunes de culture musulmane, qui se regardent – à tort ou à raison – au mieux comme des laissés-pour-compte, au pire comme des serfs.

Bien sûr, sans une publicité efficace, cette population cible définie, cette belle niche inoccupée par les autres compétiteurs n'aurait jamais senti d'attrance

pour ces bonnes-raisons-toutes-prêtes-pour-partir-en-guerre. Il fallut Oussama bin Laden, sorte de chef de projet maîtrisant mieux que quiconque les règles très spécifiques de la communication au Moyen-Orient. Un homme qui sut se faufiler entre les interdits touchant la publicité des personnes et auquel le développement d'al-Jazeera offrit une audience inespérée. Dans la plupart des pays où l'islam est religion d'État, le culte des héros et des grandes figures nationales demeura en effet longtemps rigoureusement proscrit. Aucune image d'aucune personnalité n'étant supposée rivaliser avec celle du Prophète, on interdit leur existence, après avoir également exclu l'adoration des « saints » musulmans, considérés par les dirigeants orthodoxes comme la survivance de vulgaires rites paganistes. Le tabou dura près de treize siècles. Au début du XX<sup>e</sup> siècle encore, dans le monde musulman, l'image du héros n'existait pas, on ne vénérât personne, aucun chef de guerre libérateur, pas un ancien homme d'État ; l'iconographie locale était désincarnée.

Cette singularité alerta très tôt les premiers intellectuels arabes débattant des projets de décolonisation, conscients que pour fédérer de larges populations, elles devaient se reconnaître en des hommes illustres<sup>1</sup>.

1. Plusieurs d'entre eux, dans leurs témoignages écrits, évoquent avec admiration le rôle du Panthéon auprès de la société française, ou du tombeau de Napoléon.

Aussi, entre 1900 et 1930, on codifia du jour au lendemain un panthéon de personnalités choisies selon les besoins du moment – c'est-à-dire l'aptitude des musulmans à combattre des envahisseurs, et plus particulièrement des Occidentaux. Pour toucher à ce but, au Caire, en 1903, un historien proche du courant salafiste, Rafiq al-Azem, entreprit la publication d'une monumentale encyclopédie intitulée *Les plus illustres guerriers et hommes politiques de l'Islam*, étalée sur vingt ans et comprenant quatre volumes<sup>1</sup>, donnant le signal de l'irruption brutale des images de héros dans le répertoire symbolique de la région. Ceux-ci devaient être forcément pieux, farouchement attachés à l'indépendance de leurs terres et violemment hostiles aux Occidentaux accusés de vouloir perpétuellement reproduire leurs anciennes croisades en Terre sainte.

Ainsi se définirent, brutalement, les caractéristiques du héros moyen-oriental ; un héritage affectif dont Oussama bin Laden jouera avec brio à la faveur de la libéralisation bon gré mal gré des médias arabes, provoquée par l'apparition de la parabole et la multiplication des chaînes par satellite telle al-Jazeera. Dans chacune de ses interventions pour ce média de masse, depuis ses citations de bin Taïmîya jusqu'à la

1. Je me réfère en particulier aux actes du colloque « Saint et héros du Moyen-Orient contemporain », tenu les 11 et 12 décembre 2000, sous la direction de Catherine Mayeur-Jaouen, membre de l'Institut universitaire de France (édités par Maisonneuve et Larose).

simplicité affectée d'une apparence de guérillero des montagnes, il répond très précisément aux critères du héros islamique type, tels qu'ils furent établis par les mouvements de décolonisation ! Ainsi, en partie grâce à la chaîne qatarie, Oussama bin Laden parvient à capter les valeurs idéologiques des mouvements indépendantistes nés dans l'entre-deux-guerres. Cet environnement détermine chez les jeunes Arabes une lecture politique d'un tel *Manuel d'entraînement*.

Au-delà de ces qualités propagandistes, son succès se nourrit aussi de la faillite très particulière du système scolaire de plusieurs États musulmans. Des religieux présents à tous les niveaux de l'enseignement délivrent aux jeunes une éducation arriérée, composée de lectures de ces mêmes auteurs orthodoxes – en particulier bin Taïmîya – régulièrement traduits par les services éditoriaux de la Ligue du monde musulman. Ainsi, dans des dizaines d'universités islamistes, leurs maîtres leur inculquent les principes qu'Al-Qa'ida leur demande simplement de mettre en pratique en prenant les armes. Ce « guide de la guerre sainte en dix leçons » représente donc l'ultime évolution martiale d'un système de pensée entretenu, dans certains cas, dès la faculté, et qui a parasité l'environnement culturel de la décolonisation. Sans ce conditionnement, cette littérature guerrière n'aurait sûrement pas quitté le registre burlesque, d'où son indigence morale ne devrait jamais l'avoir extraite.

D'ailleurs, Sieglinde, je cesse maintenant de tourner les pages, soupçonnant que les parties consacrées à l'utilisation « de viande avariée pour la confection de poisons » (détaillée dans le texte) vous intéresseront moins. Vous avez raison, c'est compliqué, pas très chic, ça sent mauvais, et puis, c'est un peu lourdaud, surtout depuis que nous avons la vache folle.

J'imagine un jour en rire avec mes lycéens de la citadelle de Saladin.

Évadez-vous un instant Sieglinde. Remontez le temps : partez observer les fondations de leur système universitaire, en particulier celui de l'Arabie Saoudite, du Yémen et du Soudan. Parcourez en songe ce Moyen-Orient d'après-guerre aux frontières anguleuses, dessinées depuis Paris, Londres ou Washington. Après les transitions politiques de la décolonisation, on y désigne les Occidentaux et leurs protégés comme les ordonnateurs machiavéliques de la domination sociale subie de New Delhi à Rabat<sup>1</sup>.

Entre les pro et les anti-occidentaux, la communauté musulmane sunnite, soumise à d'intenses rivalités, connaît progressivement l'émergence de nouvelles concurrences<sup>2</sup>. L'aile dure des Frères Musul-

1. En Arabie Saoudite, à partir de 1991, les imams favorables à Al-Qa'ida n'ont rien fait d'autre en s'opposant régulièrement au cheikh Abdel Aziz bin Baz, grand mufti du royaume (jusqu'à son décès en 1999), lequel évita soigneusement de les mettre véritablement à l'index.

2. Sur l'impact décisif de ces rivalités et leur développement historique, je vous conseille ardemment la lecture de *Fitna*, de Gilles Kepel, Gallimard, 2004.

mans met à l'index les trois grandes universités islamiques traditionnelles, celles qui formèrent des générations d'Oulémas, désormais accusées d'entretenir une aristocratie de religieux habituée à ménager son confort en multipliant les arrangements avec le pouvoir politique. L'université el-Azhar au Caire, l'université de la Zitouna de Tunis et l'université Qarawiyyina de Fès perdent toute légitimité aux yeux des fondamentalistes, lesquels, plus tard, de l'autre côté de cette mer Rouge séparant les côtes égyptiennes des côtes saoudiennes, c'est-à-dire à Djedda ou à La Mecque, se retrouveront au sein de la Ligue du monde musulman pour développer leurs propres réseaux de *madrasa* et d'universités islamiques<sup>1</sup>.

Dès la fin de l'année 1954, après une tentative d'assassinat contre Nasser le 26 octobre, l'administration égyptienne déclenche une campagne de persécutions systématiques des Frères Musulmans radicaux, provoquant leur émigration en Arabie Saoudite<sup>2</sup>, où la famille royale confie donc à cette

1. Les premières critiques des fondamentalistes contre la docilité des religieux de l'université el-Azhar se font entendre en 1798, lorsque ceux-ci préconisent une attitude conciliatrice avec les troupes françaises qui s'installent au Caire, lors de l'expédition d'Égypte.

2. Il s'agissait notamment de Mohammed al-Khattab, Omar Attal-massani, Abderrahmane bin Abdelkhalek ou de Youssef el-Karadaoui. On peut estimer que cette émigration, dans son principe, s'est poursuivie jusqu'aux débuts des années quatre-vingt. Ainsi, Ayman al-Zawahiri, emprisonné après l'attentat contre le président égyptien Anouar el-Sadate pour une complicité indirecte avec les auteurs de l'assassinat, rejoint Djedda à sa sortie de prison, en 1985.

nouvelle bourgeoisie religieuse exilée le soin de développer un système rival. Vite au travail, elle façonnera l'enseignement de deux universités, avant de rayonner sur les autres : l'université islamique de Médine – conçue avec la ferme volonté de concurrencer directement l'université al-Azhar – et l'université Mohammed Massoud de Riyad. Et ces deux-là se trouveront une fonction de véritables « centres de production des mouvements salafistes violents » – c'est l'expression que nous avons employée pour définir ces universités, un jour de juin 2004, lors d'une rencontre riche et stimulante, organisée à l'Institut national des hautes études de sécurité par Jean-Pierre Pochon, ancien directeur du renseignement à la DGSE, avec un groupe de sociologues travaillant sur les phénomènes terroristes.

À partir de la fin des années soixante, et alors que l'actuel roi Fahd occupait le poste de ministre de l'Éducation, ces institutions saoudiennes répandirent largement la pensée des idéologues salafistes revue par les Frères Musulmans partisans de la guerre sainte, sur fond de militantisme contre la colonisation économique du monde arabe. Face à eux, dans les amphithéâtres, les jeunes garçons qui les écoutaient provenaient de tribus n'acceptant pas toujours la domination de la famille régnante, principalement à Médine, et dont on retrouva plusieurs rejetons dans les légions d'Al-Qa'ida, y compris dans celles qui depuis 2002 redoublent de violence à l'intérieur

même du royaume. Ou plus globalement des lycéens simplement allergiques aux dominations post-coloniales. Immanquablement, les leçons dispensées renvoient à bin Taïmîya, à Aghâni, à Abdel el-Wahhab et à Sayyed Qotb : les quatre piliers de l'édifice intellectuel des salafistes. Peu à peu, elles se répandront dans l'ensemble du système scolaire de la péninsule arabique.

Oussama bin Laden lui-même aurait suivi à Djedda un séminaire d'étude islamique dirigé par Mohammed Qotb, frère de Sayyed, pendu dans les prisons de Nasser en 1966<sup>1</sup>, après une formation islamique à l'université Mohammed Massoud de Riyad.

Dans cette dernière, parmi les professeurs qui enseignaient jusqu'à une période récente, on trouve Nasser bin Abderrahmane bin Assaïd, autrefois responsable de l'enseignement de la *charia* à Peshawar au Pakistan, et directeur de la Commission supérieure pour l'aide à la Bosnie-Herzégovine, l'une des principales structures qui accompagna le transfert des moudjahidin afghans vers la Bosnie au début des

1. Gilles Kepel révèle dans son livre *Fitna* que l'imam Salman al-Hawali, le plus fervent soutien à Oussama bin Laden parmi les dignitaires religieux saoudiens (ou en tout cas le plus affiché), a eu pour professeur de thèse Mohammed Qotb, qui le considéra comme le docteur de la foi le plus brillant de la jeune génération.

années quatre-vingt-dix. Parmi les personnalités les plus emblématiques formées entre ces murs, aux côtés du jeune Oussama, évoluèrent jadis Khaled al-Haj, chef opérationnel d'Al-Qa'ida en Arabie Saoudite, abattu en mars 2004 ; Mohammed Awad al-Houfi, responsable opérationnel d'Al-Qa'ida en Arabie Saoudite, ex-moudjahid en Bosnie ; ou encore Ali bin Hamad al-Harbi, responsable de plusieurs attentats en Arabie Saoudite.

L'université de Médine quant à elle a notamment vu passer sur ses bancs Jouhaïmane al-Outaïbi, auteur de la prise d'otage de La Mecque en 1979<sup>1</sup>, qui suivit alors les enseignements d'Abdel Aziz bin Baz, futur grand mufti d'Arabie Saoudite ; Abdel Aziz al-Mouqrin (chef opérationnel d'Al-Qa'ida en Arabie Saoudite, tué en juin 2004) ; ou le cheikh Issan al-Berkaoui, auteur d'une fatwa justifiant l'attentat d'Olaya en Arabie Saoudite.

Plus tard, grâce aux soutiens massifs de la Ligue du monde musulman, ces universités islamiques diffusèrent très largement leur enseignement, de l'Asie centrale jusqu'au Soudan. Les bons élèves des formations à la *charia* de Médine ou de Riyad partirent après transmettre leur savoir, par exemple au Pakistan,

1. Pour laquelle il bénéficia d'une complicité de la part de Marhous bin Laden, l'un des frères d'Oussama.

à l'université al-Banawariya, ou encore à l'école Bichawar, par laquelle de nombreux islamistes afghans et pakistanais se sont « éveillés au monde ».

J'ai voulu comprendre, Sieglinde, comment ces établissements éducatifs fonctionnaient, quel encadrement ils proposaient, comment y évoluaient les adolescents ou les jeunes adultes qui y demeuraient de deux à cinq ans. Comment ils parvenaient à rapprocher le militantisme hérité de la décolonisation des principes ancestraux des salafistes. Naturellement, l'université de Médine m'intéressait au plus au point dans cette quête. Or, comme il s'agissait tout de même d'un site à l'intérieur d'un État islamique tenu par un régime autoritaire, j'étais en retour tenu à quelques formalismes. Mais, l'ambassade d'Arabie Saoudite à Paris n'a jamais daigné répondre à mes demandes, bien que j'aie satisfait à des démarches d'une lourdeur soviétique pour présenter l'objet de mon étude<sup>1</sup>.

Cependant, les enseignements de Médine et de Riyad ayant essaimé depuis plus de vingt ans, je les ai retrouvés intacts dans leurs structures clones, ins-

1. Il est vrai que les services de l'ambassade préfèrent le plus souvent interdire leur pays aux chercheurs peu conciliants qui seraient tentés de trop dévier des versions officielles (principalement sur ces questions si sensibles liées aux responsabilités de la Ligue du monde musulman). Bien souvent, quand des autorisations sont accordées, c'est généralement par l'entremise d'un compatriote tiers de confiance.

tallées à proximité mais sur des territoires où les autorités se montrèrent plus ouvertes et mieux disposées à se confronter à mes recherches d'Occidental dubitatif. Je suis ainsi parvenu à entrer à l'université al-Iman, installée dans la banlieue de Sanaa, dans le nord du Yémen, ainsi qu'à l'université islamique de Khartoum au Soudan, dans ce quartier d'Omdurman réservé à la communauté arabe de la capitale où Ousama bin Laden installa naguère son quartier général. Deux établissements perçus en Europe et aux États-Unis tels des fers de lance de l'internationale *jihadiste*. Al-Iman excitait ma curiosité Sieglinde, à cause de son fondateur et directeur, le cheikh Zandani, ancien élève puis collègue à Riyad d'Abdullah Azzam, le bâtisseur des fondations d'Al-Qa'ida, en 1980 à Peshawar au Pakistan.

Lors de ma visite dans cette université islamique, une fois passé le barrage, j'ai surtout vu de jeunes garçons issus des classes moyennes yéménites, mais aussi somaliennes ou kenyanes – venus de l'autre côté de cette flaque de mer Rouge qui sépare le Yémen du continent africain. Des discussions avec quelques-uns m'ont permis de comprendre qu'ils venaient chercher là une raison de croire en eux : c'est-à-dire une cause à défendre – prétendument noble –, une réelle gratitude et des moyens de subsistance. Ce dernier détail est très important pour ces enfants issus de milieux aux ressources limitées. Car pour ces études – organisées autour de l'apprentissage du Coran et des messages du Prophète et privilégiant

largement la période guerrière de Mahomet, à raison de six ou sept heures par jour, durant entre deux et trois ans, selon les cycles – on reçoit une rémunération, le plus souvent accordée par ces fameuses « organisations caritatives » dont nous parlerons bientôt, Sieglinde.

À l'issue de ce cursus, la majorité des étudiants reviendra dans sa famille poursuivre une vie paisible, mais néanmoins dans le respect le plus scrupuleux de l'islam orthodoxe. Une première minorité se consacrera à la diffusion de la parole islamique telle qu'elle lui a été enseignée, en se rendant par exemple en Europe pour ouvrir des salles de prières officielles, dans des quartiers où sont implantées des communautés de culture musulmane. Cet effort de prosélytisme est en général rendu possible par les mêmes organisations islamistes dites caritatives qui financent le fonctionnement de l'université. Tandis qu'une seconde minorité en revanche, attirée par l'action violente, basculera dans la lutte armée pour défendre les mêmes valeurs inculquées.

L'université du cheikh al-Zandani – par ailleurs membre éminent au Yémen du parti d'opposition islamiste al-Islah – ne cesse d'inquiéter le pouvoir central. Dans le centre de Sanaa, autour de cette place du marché rectangulaire, où siègent plusieurs organes gouvernementaux, les chefs de la diplomatie yéménite suivent de près ses diverses activités, tant cet

établissement leur paraît dépendre d'intérêts étrangers. Un peu plus loin, un autre homme s'en inquiète aussi : le docteur Abdelkarim el-Eryani<sup>1</sup>, conseiller politique du président de la république du Yémen. Il compte parmi les hommes les plus influents mais aussi les plus respectés du pays, ancien ministre des Affaires Étrangères, ancien Premier ministre et aujourd'hui négociateur le plus écouté du président Ali Saleh. C'est un vieux chef de tribu, l'œil pétillant, tantôt affable tantôt silencieux et scrutateur, le corps sec, jadis formé dans des universités britanniques. Il m'a reçu un vendredi, jour de prière, dans sa résidence privée gardée par des jeunes hommes de son village, dans les faubourgs de Sanaa. El-Eryani m'assure que le gouvernement yéménite s'est contenté dans le passé d'offrir le terrain à l'université, comme le ministère de l'Éducation le fit naguère pour toutes les écoles religieuses, à charge pour elles ensuite de trouver les moyens de leur subsistance. De lui-même, il pointe la question des sources de financement : « Comment font-ils pour payer leurs élèves ? Il y en a en moyenne deux mille cinq cents ; soit environ un budget de 4,5 millions de dollars simplement pour les rémunérer, sans compter les coûts de fonctionnement... » Lesquels peuvent représenter des sommes importantes, au regard des infrastructures offertes, car on trouve tout dans ces universités isla-

1. Rencontre avec l'auteur, Sanaa, février 2004.

miques : central téléphonique dédié, bureau de change interne, bureau des passeports et des visas, sommaire studio de télévision, service Internet. Ancien artisan des accords de paix qui arrêtaient les guerres civiles yéménites, le docteur Eryani compose depuis plusieurs décennies maintenant avec les conséquences de ces soutiens aux *jihadistes* datant des années soixante pour lutter contre le communisme. Nous sommes dans son bureau, je me suis assis près du moniteur de son ordinateur personnel. En fond d'écran, ce vieux renard du désert a choisi la photographie d'un point de cette frontière saoudo-yéménite sujette à contentieux<sup>1</sup>. Il parle sans ces prudences oratoires si fréquentes sur le sujet : « L'essentiel des fonds de l'université al-Iman vient d'organisations caritatives d'Arabie Saoudite et du Qatar, dont certaines dépendent de la Ligue du monde musulman. Je connais bien al-Zandani, depuis longtemps, et je ne suis pas surpris de son évolution. Il connaissait très bien Abdullah Azzam et a rencontré plusieurs fois Oussama bin Laden. Il n'a jamais caché ses penchants pour la guerre sainte. »<sup>2</sup>

1. Là où les industriels français espèrent encore parfois que leurs radars seront installés, une fois signé le fameux contrat MIKSA avec l'Arabie Saoudite. Avec lui, j'ai examiné l'original du traité de Djedda de juin 2000 et ses annexes, qui fixent les frontières communes et déterminent les conditions de résolution de leurs contentieux.

2. Depuis notre rencontre, la situation a évolué. Les autorités yéménites ont partiellement fermé l'université, et le cheikh Al-Zandani fait l'objet de procédures judiciaires.

Pourtant, l'université al-Iman continua de former des générations de militants islamistes au moins jusqu'en juin 2004. Et l'université de Médine diffuse toujours aussi largement ces enseignements intégristes, si l'on en juge par les livres récemment rapportés en Europe par certains de ces étudiants.

Il me reste à croiser les doigts, Sieglinde, pour la bande de lycéens de la citadelle de Saladin, en souhaitant que leur amertume, leur besoin de se redresser ne les dirigeront jamais vers de tels cursus. Qu'ils n'enchaîneront pas, un jour, avec la lecture d'un manuel d'entraînement au *jihad*. Que faire d'autre, sinon espérer bêtement ? Je ne sais plus.

MESSAGE ÉLECTRONIQUE DU 15 AVRIL

Objet : Re : RDV dimanche

De : [gdasquie@wanadoo.fr](mailto:gdasquie@wanadoo.fr)

---

Bonjour Guilène,

Voilà, c'est un lundi matin sans même trop de grisaille pour s'en plaindre.

Merci pour l'après-midi, la dernière fois. Encore un dimanche de rêve.

Pardon pour les questions demeurées en suspens. Trop difficile à Chambourcy, près des bois, de laisser sortir ces petites vérités, qui j'en suis certain nous auraient gâché ce beau moment. Se laisser chalouper par les notes de Buggy Wesseltoft face au gazon et se dire qu'elles seules donnaient du sens à nos douces après-midi était la seule vérité qui vaille. Je sais que vous comprenez mes réticences, votre interrogation en aparté, au moment du départ, m'a touché.

Comment puis-je ne pas succomber à des vagues d'écœurement à force de parcourir ces chemins-là, entre personnages d'État infâmes et terroristes exaltés ?

Je ne crois plus depuis longtemps à l'universalisme de nos valeurs, de nos lumières, de nos principes ; à ces prétendus élans naturels qui nous inciteraient tous à vouloir bâtir des sociétés justes et pacifiques. Les fameuses « valeurs communes ». Nos systèmes éducatifs sont responsables de cette perception tronquée de la réalité de nos rapports sociaux, un tantinet godiche, diffusés depuis des générations pour élever de bons citoyens. Lesquels, parvenus à l'âge des consciences, constatant une légère distorsion entre le monde qui s'offre à eux et le monde expliqué, pensent arriver trop tard, au mauvais endroit, dans une société pervertie, et foncent – avec plus ou moins d'excitation – pour rejoindre la masse des salopards aux mains propres ; ces centaines de milliers de besogneux de nos lents abrutissements, ces « responsables peut-être mais pas coupables ». Voyez-vous Guilène, je ne crois pas à cette société idéale, à cet échafaudage de l'esprit trop exigeant pour être gravi, dont l'inaccessibilité justifie tous les laisser-aller. Je ne vénère pas ce modèle de système où s'épanouiraient toutes nos « valeurs communes » si chacun y mettait du sien. Cette tromperie est l'origine de tant de dérives.

Foncièrement, le monde me semble noir par nature, violent par principe, abject par nécessité. Et je ne cesse de me réjouir que dans ce panorama désolant surgissent de temps en temps deux ou trois gestes magnifiques. Je conçois le monde comme un corps cancéreux, gangrené de métastases de la tête aux pieds, qui trouve encore le moyen de produire de l'endomorphine à l'écoute d'une bonne nouvelle. Ainsi donc, parcourir ces chemins-là, sur les traces des terroristes, des chefs religieux et de leurs soutiens opportunistes, ne m'écoeure jamais. J'ai même le soupçon d'y vivre quelques moments sublimes. Comme lorsque j'écoute ces Égyptiens et ces Soudanais d'une vingtaine d'années qui trouvent encore le courage de croire à des partenariats politiques sur des idées fortes, dans des discussions nocturnes sans fin près de la grande Mosquée, dans le centre de Khartoum, au pied à la tour al-Baraka, alors que l'imam le plus proche considère de tels propos comme hérétiques et que peu d'entre nous auraient la santé physique pour supporter leurs conditions de vie.

J'éprouve des sentiments réconfortants en scrutant ces affaires-là un peu à la manière de cette photographe allemande, Sieglinde K. Vous savez, c'est la spécialiste des clichés d'ordures, non pas celles qui sortent des banques suisses mais de nos poubelles. Elle pratique la pédagogie en exposant nos détritiques quotidiens, avec des manipulations chromatiques qui rendent beaux la moindre pelure d'oignon, le plus

petit mouchoir en papier. Elle seule pourrait nous sauver des conséquences de nos propres peurs dans la lutte contre Al-Qa'ida. Je convaincrai cette dame, lui démontrerai qu'en toute logique, dans ce monde abject par nécessité, Al-Qa'ida vaincra... Sauf, peut-être, si nous modifions certaines perceptions, jetons un regard nouveau, tentons de comprendre le cheminement de ceux qui adhèrent un jour aux thèses des mouvements fondamentalistes.

Car, pour triompher, les extrémistes religieux doivent inévitablement conquérir le cœur et l'esprit des jeunes, celui des moins de trente ans, qui sont prêts à tous les engagements et ne supportent plus les despotismes et les dominations sociales s'exerçant dans leur pays. Or, la majorité n'est pas encore tombée sous le charme. Combien d'entre eux au Moyen-Orient ou en Indonésie adhèrent aux thèses et aux discours d'Oussama bin Laden ? 15 %, 20 %, 25 % ? Et encore, ce sentiment d'adhésion ne signifie pas qu'ils acceptent la violence produite par son mouvement. La dissociation entre les revendications d'Al-Qa'ida et ses méthodes fait d'ailleurs l'objet d'une précision exprimée chaque fois que le sujet est abordé dans ces régions devant des Occidentaux. De nombreux jeunes Orientaux regardent, écoutent et constatent simplement que ce terroriste est aussi le seul chef politique à remettre en cause les tyrans qui les écrasent et à proposer de réaliser un rêve, fût-il destructeur. Vus de Khartoum, de Sanaa et même de

Beyrouth, les salafistes sont en très bonne voie pour canaliser à leur profit l'exaspération de la jeunesse de culture musulmane, mais... ils n'y sont pas encore parvenus.

Cette réalité doit nous inciter à une profonde humilité, et d'abord en France : commettre un attentat dans nos villes est aisé, pulvériser un appareil à Roissy ne présente pas de difficulté majeure, piéger un TGV au départ de la gare Montparnasse s'apparente à un exercice. Nonobstant les indéniables succès policiers et notre *Vigipirate* national, si nous n'avons pas eu à déplorer d'attentat sur le sol national depuis 1996, c'est aussi par manque de volonté des mouvements terroristes. Même dans les États les plus sécuritaires, aucune police ne peut stopper des mouvements résolus et bénéficiant de nombreux relais, comme le démontre depuis deux ans l'Arabie Saoudite. Même dans les démocraties accordant des ressources considérables aux services de sécurité, il s'avère impossible d'arrêter des groupes structurés et déterminés, comme l'ont tristement éprouvé les responsables politiques israéliens. Gardons à l'esprit que si nous n'avons pas été atteints, c'est qu'aucun chef terroriste n'y est résolu et n'octroie à des fantassins les moyens nécessaires. Pour vous en convaincre Guilène, lisez ce rapport confidentiel du ministère de l'Intérieur sur la présence des réseaux salafistes sur la plateforme de l'aéroport Charles-de-Gaulle. Roissy y passe pour une véritable auberge ouverte à l'internationale islamiste. Jusqu'en juin 2004 au moins, les

dizaines de sociétés de transport et de fret travaillant sur les pistes et disposant des accès aux zones de sécurité ont employé une cinquantaine de militants ou de sympathisants salafistes. Ce rapport de police s'inquiète même de la présence de salles de prière clandestines animées par ces religieux à l'intérieur des zones aéroportuaires.

Et nous ? Devons-nous nous en alarmer comme des fonctionnaires du ministère de Police ? Éprouver des sueurs froides *a posteriori*, pour avoir pris l'avion alors que des militants salafistes travaillaient au service des bagages ? Ou bien nous en féliciter ? Ce document apporte la preuve que d'importantes failles de sécurité concourraient à faciliter la planification et l'organisation d'un attentat d'envergure à Roissy par un groupuscule salafiste, au moins jusqu'en juin 2004. Or rien, du moins pas encore. Pourquoi ? Permettez-moi de vous retourner la question de dimanche Guilène : « Pour quelles raisons ces jeunes garçons n'ont-ils pas encore basculé dans l'action terroriste qui sous-tend pourtant toute la stratégie politique des mouvements auxquels ils adhèrent ? » Lisons en détail. C'est un rapport d'une trentaine de pages, forcément policier, impudique, qui retrace la vie privée et professionnelle des employés de plusieurs sociétés de sous-traitance ou de services postaux installées dans l'espace aéroportuaire. Les personnes suspectées sont rangées par société, puis, pour chacune d'elles, les auteurs relatent la portée des engagements religieux.

*Introduction du rapport de la direction de la Police de l'air et des frontières de juin 2004 sur l'infiltration de l'aéroport de Roissy par des intégristes islamistes.*



MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR  
DE LA SÉCURITÉ INTÉRIEURE ET DES LIBERTÉS LOCALES

Roissy, le 22 juin 2004

DIRECTION GÉNÉRALE  
DE LA POLICE NATIONALE

DIRECTION CENTRALE  
de la POLICE AUX FRONTIÈRES

DIRECTION DE LA POLICE AUX FRONTIÈRES  
AÉROPORTS DE ROISSY CDG - LE BOURGET

DIRECTEUR

DCPAF/DPAFDIRUN\*  
Section Information

Le contrôleur général Jean-Yves TOPIN  
Directeur de la police aux frontières  
des aéroports de Roissy Charles de Gaulle - Le Bourget

à

M. le directeur central de la police aux frontières

**OBJET :** Pratique de l'islam sur la plate forme aéroportuaire

**REFERENCE :** Note DGPN/DCPAF/SDLI/N°04-05779 du 03 juin 2004.

Pour faire suite à la note citée en référence, j'ai l'honneur de vous transmettre l'étude détaillée et actualisée, réalisée par la section information du service, sur la pratique de l'islam sur la plate forme aéroportuaire de Roissy Charles De Gaulle.

Réorganisée depuis le 30 septembre 2003, la section, à travers la création de deux entités, à savoir un groupe « Social » et un groupe « Renseignements », a entamé un travail d'environnement des différentes entreprises installées sur ROISSY-CHARLES DE GAULLE.

Cette démarche a permis à la section d'accroître le nombre de ses interlocuteurs au sein de ces sociétés et d'être en mesure d'effectuer un tour d'horizon de leurs activités. Elle permet en outre de mieux anticiper et traiter l'événement économique et social, mais également de recueillir des renseignements dans le domaine de la sûreté, de la sécurité des personnes et des biens, ainsi que de l'ordre public.

Il convient de noter dès à présent que cette démarche semble particulièrement bien accueillie par les représentants de diverses sociétés établies sur la plate-forme, lesquels se déclarent majoritairement demandeurs de ce genre de collaboration.

La section a donc effectué depuis sa création l'environnement de trois sociétés à savoir :

- [REDACTED]
- [REDACTED]
- [REDACTED]

Lors de ce criblage, le groupe renseignements a été en mesure de mettre en évidence la présence au sein de ces sociétés d'individus appartenant à la mouvance fondamentaliste islamique.

En marge de ces criblages, la section s'est également préoccupée d'individualités ayant attiré l'attention du service en matière d'Islam radical. Elle s'est ainsi intéressée plus particulièrement à la situation de Monsieur ██████████ employé au sein de la société AIR FRANCE.

Elle s'est également préoccupée de l'existence de salles de prières clandestines sur les aéroports ainsi qu'au sein de différentes sociétés présentes sur la plate forme aéroportuaire.

L'étude de la problématique de l'Islam radical sur l'aéroport de ROISSY CHARLES DE GAULLE se divisera donc en cinq parties :

- I- Présentation de la spécificité de la plate forme aéroportuaire de ROISSY CHARLES DE GAULLE
- II- Environnement de quelques sociétés.
- III- Evocation du cas de M. ██████████ employé AIR France.
- IV- Découverte de lieux de culte officiels et clandestins
- V- Conclusion

On y énumère les passages dans une mosquée proche des salafistes à Bobigny, des voyages fréquents dans des universités islamiques en Arabie Saoudite ou au Yémen, des diffusions de tracts ou des interventions sur des sites Internet très marqués. Cependant, nulle part je ne lis le récit de stages militaires en Bosnie ou en Afghanistan. Dans aucun de ces curriculum on ne parle de l'expérience de moudjahidin, de maniement d'explosifs, de conduite d'opérations armées. Je ne vois que des hommes tournés vers un parti extrémiste, engagés idéologiquement, qui n'ont à aucun moment – encore – frayé avec son versant militaire. Et, bizarrement, j'y vois de réelles raisons d'espérer : dans la jeunesse de culture musulmane de nos cités européennes, il existe une minorité de délaissés séduits par des thèses extrémistes, vivant

avec le sentiment – à tort ou à raison – que la société occidentale les lessive, les broie, comme elle l’a fait autrefois avec leurs pères. Mais ils ne sont pas aveugles au point de déclencher des moments de terreur en réponse à leur mal-être : nous devons les aider, tendre la main, essayer de comprendre leur désespoir. Surtout il faut vite nous défier des réactions islamophobes qui servent d’abord les chefs extrémistes soucieux de montrer à leurs jeunes oies que l’Occident les rejette en bloc, tout en se réappropriant leurs origines musulmanes. C’est d’ailleurs curieux d’assister à de telles réactions rétrogrades, Sieglinde, tendant à systématiser des cas extrêmes, à l’heure où une partie des enfants de la communauté musulmane s’insère enfin dans les classes moyennes et les classes supérieures, comme en atteste le phénomène récent dit des *beurgeois*<sup>1</sup>. Je vous adresse ce message avant de prendre l’avion. Je demanderai une place côté hublot d’où j’adresserai, c’est sûr, un salut amical à l’apprenti salafiste qui balancera ma valise en soute.

Ces histoires d’universités islamiques dangereuses au Moyen-Orient, qui forment allègrement des régi-

1. C’est dans le journal *Le Monde* que le terme de « beurgeois » apparaît pour la première fois dans la presse nationale, le 13 mai 2002. Auparavant, il semble avoir été inventé par l’auteur de bandes dessinées Farid Boudjellal, dont un album sorti en 1997 est titré *Le Beurgeois*. Communément, ce néologisme désigne les enfants d’immigrés qui « réussissent » dans la société française.

ments de radicaux prosélytes, ajoutées à ces inquiétudes policières en France, composent un tableau bizarre, pas effrayant, non, paradoxal. Si les salles de prière de Roissy éveillent depuis peu la suspicion du ministère de l'Intérieur, les organisations de la Ligue du monde musulman qui financèrent des camps en Afghanistan et soutiennent ces universités, elles, n'ont rien à craindre de nos professionnels de la lutte antiterroriste. Vous me comprendrez Guilène. Je retourne à mon journal pour Sieglinde K.

Francis Bacon nous voilà.